

Avis n°2020-03
présenté au nom de la commission
Environnement et transition énergétique
par **Joëlle PARIS**

Stratégie régionale énergie-climat : Ile-de-France Territoire Solaire

27 février 2020



Avis n°2020-03
présenté au nom de la commission
Environnement et transition énergétique
par **Joëlle PARIS**

27 février 2020

Stratégie régionale énergie-climat : Ile-de-France Territoire Solaire

Certifié conforme
Le Président

Eric BERGER

Le Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France

Vu :

- La directive (UE) 2018/2001 du parlement européen et du conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (RED II) ;
- Le code de l'énergie ;
- Le code de l'environnement ;
- Le code général des collectivités territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV) ;
- Le décret n° 2016-1442 du 27 octobre 2016 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) 2016-2023 ;
- La délibération n° CR 82-08 du 25 septembre 2008 relative à l'adoption du projet de schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF) ;
- La délibération n° CR 98-12 du 22 novembre 2012 relative à l'approbation du schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ;
- La délibération n° CR 42-15 du 18 juin 2015 portant approbation du contrat de plan Etat-Région (CPER) 2015-2020 ;
- La délibération n° CR 114-16 du 16 juin 2016 relative au plan « changeons d'air en Île-de-France : plan régional pour la qualité de l'air (2016-2021) » ;
- La délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 portant approbation de la stratégie énergie climat de la région Île-de-France ;
- La délibération n° CR 2019-054 du 21 novembre 2019 portant approbation de la stratégie régionale énergie-climat : Ile-de-France Territoire Solaire ;
- La lettre de saisine adressée par la présidente du Conseil régional, Valérie PECRESSE, au président du Ceser, Eric BERGER (29 novembre 2019).

Considérant :

- Que cet avis complète la première analyse sur les orientations générales de la Stratégie énergie-climat d'Ile-de-France ;
- Que la déclinaison « Ile-de-France Territoire Solaire » de la Stratégie énergie-climat d'Ile-de-France définit le programme stratégique de la Région en matière d'énergie solaire photovoltaïque.

Emet l'avis suivant :

Article 1 : Une ambition forte de la Région Ile-de-France sur le Solaire malgré des freins importants

Dans la continuité de la Stratégie énergie-climat d'Ile-de-France, le Ceser salue l'ambition de la Région de multiplier sa puissance photovoltaïque installée par 2,5 d'ici fin 2021 et par 60 d'ici 2030. Outre ce passage de 100 MW à 6 000 MW de puissance installée, le taux de couverture de la consommation d'électricité par la production d'énergie renouvelable n'excède 1,6% du total. C'est pourquoi un scénario de rupture est nécessaire pour atteindre les objectifs de 40% d'énergie

verte dans le mix énergétique à l'horizon 2030.

Néanmoins, la Région doit prendre en considération le chemin à parcourir : l'Ile-de-France occupe pour l'instant la dernière place française en matière de production électrique photovoltaïque et l'ensoleillement décroît en Ile-de-France en raison du changement climatique.

Des efforts supplémentaires sont donc inscrits et attendus pour permettre au territoire francilien de renforcer ses installations solaires à la hauteur des ambitions affichées.

Article 2 : Une volonté d'exemplarité pour impulser une dynamique francilienne

Le Ceser soutient la Région dans sa volonté d'exemplarité en mobilisant en tout premier lieu son propre foncier et bâti. Dans l'attente d'un patrimoine producteur d'énergie renouvelable dans son ensemble, La Région décide d'équiper 100 lycées franciliens d'installations photovoltaïques d'ici 2024, puisque seuls 13 établissements sur 565 en disposent aujourd'hui.

La Région souhaite également couvrir les besoins énergétiques de son Exécutif en termes d'électricité en développant une ferme solaire photovoltaïque au sein de son propre foncier et participer via du co-financement ainsi que de l'accompagnement à des grands projets structurants.

Le Ceser regrette néanmoins l'absence de panneaux photovoltaïques sur le nouveau site régional composé des bâtiments Influence 1 et 2 à Saint-Ouen. Malgré une occupation en location de ces locaux, cette action en faveur de la transition énergétique aurait pu compléter une exemplarité énergétique au sein de ce nouveau site.

Article 3 : Favoriser une production solaire photovoltaïque locale pour une autoconsommation collective

Le Ceser porte un point de vigilance sur la nécessité de mettre en avant les principes d'autoconsommation et d'autoconsommation collective. Ces termes doivent apparaître dans le Plan solaire, y être définis et constituer la référence à respecter. Il faut notamment recommander le bon dimensionnement des installations photovoltaïques pour maximiser la part d'énergie consommée localement ou revendue dans une opération d'autoconsommation collective.

Le Ceser attire l'attention du Conseil Régional sur la nécessité d'inscrire dans le Plan solaire que la production estivale revendue sur le réseau en parallèle d'une consommation hivernale ne provenant pas d'une autoproduction n'est pas une opération vertueuse en termes de sobriété énergétique.

En effet, les projets liés aux lycées et à la ferme solaire régionale impliquent une réinjection de l'électricité produite dans les réseaux à partir d'un principe de compensation des consommations réalisées. Il serait pertinent d'étudier l'opportunité de générer des opérations d'autoconsommation collective avec des infrastructures bâties proches. Cette recherche de synergie avec des sites présentant des besoins estivaux d'électricité est essentielle dans le contexte d'une autoconsommation impossible à un niveau satisfaisant dans les lycées, du fait d'une temporalité de l'ensoleillement différente du calendrier scolaire.

Article 4 : La nécessité d'une gouvernance soutenue

Le Ceser encourage la dynamique de soutien à la production solaire photovoltaïque territorialisée par le biais des projets et actions des citoyens, en favorisant notamment la constitution de SCOP d'habitants ou de SCIC productrices d'énergie solaire et en investissant le cas échéant au capital de ces sociétés. Malgré le désavantage des appels d'offres nationalisés de la Commission de Régulation de l'Energie, qui présentent toutefois l'avantage de minimiser le coût global, la Région a décidé de prendre part à des projets photovoltaïques d'une puissance supérieure à 5 MW dans la perspective de leur permettre de concourir nationalement tout en bénéficiant du soutien régional.

Par ailleurs, le lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêt « Mobilisation des collectivités pour une Ile-de-France solaire » et le recours à la participation citoyenne participe à une dynamique francilienne incluant ses différents acteurs. Un COPIL, piloté par l'Institut Paris Région, complète cette mise en œuvre régionale d'une concertation autour du secteur solaire.

Article 5 : Associer la gestion foncière et durable au développement solaire

Le Ceser partage l'initiative de la Région en faveur d'un accompagnement lié à la problématique foncière. La participation de l'Institut Paris Région à l'identification des gisements d'espaces sans conflits d'usage pour une priorisation de l'occupation est saluée. De plus, une attention particulière sera portée à la préservation des espaces naturels et agricoles à intérêt écologique dans la perspective de favoriser l'utilisation de zones artificialisées, de toits ou de friches.

Une attention particulière devra néanmoins prévaloir pour toute reconversion de bâti, friche ou terrain en zone photovoltaïque, et ceci afin d'éviter toute tentation de « sunwashing ». Un terrain ayant été occupé de manière industrielle ou commerciale malgré un intérêt écologique (la présence d'une zone humide par exemple) doit pouvoir prioritairement retrouver sa vocation naturelle.

Le cadastre solaire est un outil facilitateur d'aide à la décision très efficace pour les acteurs voulant s'inscrire dans cette transition solaire. Différents exemples sont présents en région francilienne : la Ville de Paris et le Parc Naturel Régional du Gâtinais se sont respectivement doté de leur cadastre en 2013 et en 2018 ; la Région a développé l'outil « Mon potentiel solaire » sur la plateforme Ile-de-France Smart Services. La complémentarité de ces dispositifs permet ainsi à chaque Francilien un calcul de la capacité estimée de production d'énergie de sa résidence en vérifiant les contraintes d'urbanisme et en proposant un accompagnement administratif.

Article 6 : Sensibilisation à la consommation d'énergie et à la sobriété

Le Ceser invite la Région à renforcer son action en matière de communication et d'actions pédagogiques. Actuellement, la sensibilisation à la consommation d'énergie et à la sobriété n'est pas à la hauteur des enjeux climatiques et énergétiques.

Le Ceser recommande instamment que toute implantation de panneaux photovoltaïques dans les lycées et dans les collectivités fasse simultanément l'objet d'une sensibilisation à la sobriété énergétique, terme n'apparaissant pas dans le Plan solaire. Les kits pédagogiques mentionnés doivent inclure un chapitre dédié à la sobriété.

Article 7 : Développer une filière stratégique et innovante du photovoltaïque

Le Ceser encourage la Région, forte de 40% des effectifs nationaux en matière de chercheurs et première position française en R&D, à soutenir la création d'un 14^{ème} Domaine d'Intérêt Majeur (DIM) consacré à l'énergie solaire photovoltaïque, lequel pourrait accompagner la dynamique du Plan solaire et favoriser l'innovation technologique.

Afin de soutenir l'essor programmé des besoins du marché lié, renforcer les filières techniques *ad hoc*, former les lycéens aux métiers du solaire, porteurs de sens et ouverts sur l'avenir, ainsi qu'augmenter et diversifier les formations électrotechniques en partenariat avec l'Education nationale apparaissent comme des nécessités. Ce cercle vertueux, favorable à l'employabilité des jeunes, peut avoir un effet bénéfique sur l'emploi, non délocalisable. Le développement de ces nouvelles filières pourrait résorber une fraction des inégalités territoriales dont souffre le territoire francilien.

Article 8 : Affecter un budget en proportion des ambitions affichées

Compte tenu du très haut niveau d'ambition de la Stratégie régionale pour promouvoir cette filière d'avenir, le Ceser souligne l'importance que la Programmation budgétaire de la Région sur l'énergie solaire soit dimensionnée sur plusieurs années, et non uniquement sur 2020.

Si l'affectation de 10 M€ pour les soutiens aux projets de centrales photovoltaïques est perçue comme un avantage certain dans la mise en œuvre de ce plan, il s'agira d'observer l'issue de l'étude d'opportunité réalisée en 2020 concernant les lycées et le parc photovoltaïque régional pour appréhender son impact budgétaire. Enfin, une attention particulière devra être portée au financement en section de fonctionnement de l'entretien et de la maintenance des installations solaires dans les lycées pour assurer la pérennité et l'efficacité des équipements.

Cet avis a été adopté :

Suffrages exprimés : 144

Pour : 132

Contre : 0

Abstentions : 11

Ne prend pas part au vote : 1

